

Document

Le ralentissement de la croissance chinoise inquiète les autorités.

Plus les semaines passent, plus le gouvernement chinois admet que l'impact de la crise financière mondiale va être dur : il y a quelques semaines, le premier ministre Wen Jiabao l'avait reconnu, affirmant que les prévisions initiales étaient trop optimistes.

Mercredi 24 décembre, le patron de la puissante Commission nationale pour la réforme et le développement, Zhang Ping, a prévenu que la crise était en train de s'étendre des zones côtières industrialisées et exportatrices aux régions intérieures. Il a ajouté que, désormais, les grandes entreprises étaient aussi touchées après le choc subi par les PME, notamment au coeur du "miracle" économique chinois, la province de Canton.

Vendredi, c'était au tour du président de la Commission de supervision économique, Li Rongrong, d'appeler les entreprises d'Etat à veiller à maintenir la "stabilité de leurs effectifs" en une période de hausse du chômage. Les bénéficiaires des industries chinoises ont plongé durant les onze premiers mois de l'année, surtout ceux du secteur public qui ont chuté de 14,5 %, selon les médias officiels. "L'impact de la crise financière sur notre économie ne doit pas être sous-estimé, la situation en 2009 sera grave et les difficultés nombreuses. Davantage d'efforts doivent être consacrés à la question de la stabilité sociale", a-t-il ajouté.

Le président de la Commission nationale pour la réforme et le développement avait, de son côté, déjà prévenu que la Chine est confrontée "à de grands défis" et que, si elle ne "gère pas bien les difficultés", elle sera menacée "de risques graves".

L'instabilité sociale que pourrait provoquer le nombre de mingong, d'"ouvriers-paysans", qui ont perdu leurs emplois dans les régions traditionnellement exportatrices, est une source d'inquiétude pour le gouvernement chinois. Rien que dans le Yunnan, une province pauvre du Sud-Ouest chinois, les responsables locaux estiment qu'il va leur falloir créer plus de 500 000 emplois pour pallier le retour au pays de nombreux travailleurs au chômage.

"MAINTIEN DE LA STABILITÉ SOCIALE"

Le Quotidien du peuple, l'organe central du Parti communiste, redoutait récemment dans un éditorial que les menaces sur l'emploi puissent précisément rendre plus difficile le "maintien de la stabilité sociale". Une façon d'indiquer que le nombre de manifestations organisées par des ouvriers victimes des dégraissages d'entreprises risque de se multiplier.

Sur les 6,5 millions de nouveaux diplômés des universités, un quart risque de ne pas trouver d'emploi en 2009, a récemment estimé un rapport émanant de l'Académie chinoise des sciences sociales, l'équivalent local du CNRS. Le chômage dans les villes s'élève désormais à 9,4 %, le double des chiffres prévus.

Le gouvernement vient, par ailleurs, d'élever le seuil de pauvreté officiel, reconnaissant qu'il y a maintenant trois fois plus de pauvres que précédemment : ce seuil va passer de l'équivalent de 82 euros à 115 euros, ce qui permettra à 43 millions de personnes de bénéficier de programmes d'aides, au lieu de quelque 14 millions de personnes auparavant.

Une décision qui en dit long sur l'inquiétude des autorités à l'heure où certains experts avancent que la croissance chinoise pourrait chuter en dessous de la barre fatidique des 8 %, l'année prochaine. Un seuil jugé insuffisant pour assurer une création minimale d'emplois dont la Chine a besoin.

(LeMonde.fr 29.12)